

CURRICULUM VITAE

Professor Hugo BARBIER

Address : 82, rue Vaneau, 75007 Paris, France

Tel : + 336 12 56 36 01

Email : hbarbier@mwe.com



ACADEMIC POSITION

Law Professor (Professeur agrégé des facultés de droit)

Functions : Professor at Law Faculty of Aix-en-Provence University, France and at Law School of Sciences-Po, Paris

Subjects taught : Contract Law, Arbitration Law, Corporate Law

Languages : French, English, Russian

PROFESSIONAL EXPERIENCE AS COUNSEL AND ARBITRATOR

- Legal opinions on various arbitration and contract law issues in domestic and international arbitration disputes
- Arbitrator at Supreme Arbitral Tribunal of the French-Russian Chamber of Commerce and Industry (Tribunal Suprême d'arbitrage près la Chambre de Commerce et d'Industrie Franco-Russe)

PROFESSIONAL AFFILIATIONS

- Member of International Arbitration Institute
- Member of Management Committee of *Association Droit et Commerce*
- Member of Supreme Arbitral Tribunal of the French-Russian Chamber of Commerce and Industry

SELECTED LIST OF PUBLICATIONS

· « La violence dans le contrat par abus de dépendance » : JCP G, 11 avril 2016, n° 15, pp. 722-724.

· « Les grands mouvements du droit commun des contrats après l'ordonnance du 10 février 2016 » : RTD Civ., 1er avril 2016, pp. 247-261.

· « Faut-il reconnaître une liberté fondamentale de prendre des risques ? » : Revue de jurisprudence commerciale, 1er janvier 2016, pp. 2-10.

- . « Faut-il un statut spécial pour le président du tribunal arbitral ? » : Les Cahiers de l'Arbitrage (The Paris Journal of International Arbitration), 2015-3, pp. 459-470.
- . « L'évolution du droit financier au contact des droits fondamentaux », in Mélanges Michel Germain, LexisNexis/Lextenso, 2015, pp. 63-90.
- . « Le vice du consentement pour cause de violence économique » : Droit et Patrimoine, 2014, n°240, pp. 50-52.
- . « L'exécution du contrat », in Actes-Rencontres Lamy Droit Civil, 25 septembre 2013 : Revue Lamy Droit civil 2013, NS, n°110, pp. 12-15.
- . « Du devoir de ne pas contracter au devoir de contracter du banquier », in « Le renouvellement des principes fondamentaux du droit bancaire », colloque organisé par le CEDAG de l'université Paris Descartes, le 30 mai 2013 : Revue de Droit Bancaire et Financier, 01/09/2013, pp. 98-101.
- . « Qu'est-ce que le risque ? » in Dossier « Le risque juridique dans l'entreprise : diagnostics et remèdes » : Journal des Sociétés, 2013, n° 105, pp. 9-13.
- . « La délicate articulation entre administration judiciaire et dissolution de la société », obs. sous Paris, 15 décembre 2015, arrêt numéro 14/23489 : Bull. Joly Sociétés, 1er juillet 2016.
- . « La nullité simplement relative des cessions de titres à prix dérisoire, source de leur sécurisation ? », obs. sous Cass. com., 22 mars 2016, n° 14-14.218 : Bull. Joly Sociétés, 1er juillet 2016.
- . « Quelques indications sur les critères du contrôle de proportionnalité de l'atteinte aux secrets », obs. sous Cass. com., 19 janvier 2016, n° 14-21.670 et Cass. 1re civ., 25 février 2016, n° 15-12.403 : RTD Civ., 1er avril 2016, pp. 371-372.
- . « L'engagement de rembourser un prêt pris par le repreneur d'une entreprise en difficulté n'empêche pas novation de la dette », obs. sous Cass. com., 9 février 2016, n° 14-23.219 : RTD Civ., 1er avril 2016, pp. 369-370.
- . « Lorsqu'une stipulation, qualifiée de clause de forclusion, déjoue les mécanismes interruptifs de prescription », obs. sous Cass. com., 26 janvier 2016, n° 14-23.285 : RTD Civ., 1er avril 2016, pp. 368-369.
- . « Point de départ de la prescription et relation contractuelle à exécution successive, à missions successives, à renouvellements successifs: fractionner ou ne pas fractionner? Telle est la question », obs. sous Cass. 1re civ., 11 février 2016 (4 arrêts) : RTD Civ., 1er avril 2016, pp. 364-367.
- . « Condition suspensive, objet de la prestation et but du contrat », obs. sous Cass. 3e civ., 4 février 2016, n° 15-11.140 : RTD Civ., 1er avril 2016, pp. 363-364.
- . « La victime de la rupture brutale d'une relation commerciale établie qui s'est immédiatement reconvertie a-t-elle droit à des dommages-intérêts? De l'interdiction de réparer sans préjudice », obs. sous CA Paris, 5e pôle, 5e ch., 28 janvier 2016, RG numéro 14/13036 : RTD Civ., 1er avril 2016, pp. 361-363.
- . « La théorie de la prise d'acte est-elle applicable à la rupture de relations commerciales établies? De l'interdiction de réparer deux fois le même préjudice », obs. sous Cass. com., 16 février 2016, n° 14-22.914 : RTD Civ., 1er avril 2016, pp. 359-361.

- « Quand la liberté du créancier de choisir la sanction contractuelle échappe au contrôle de proportionnalité », obs. sous Cass. com., 30 mars 2016, n° 14-11.684, Cass. com., 15 décembre 2015, n° 14-24.567, Cass. 1re civ., 9 décembre 2015, n° 14-25.910, Cass. com., 12 janvier 2016, n° 14-15.203, Cass. 3e civ., 21 janvier 2016, n° 15-10.566 : RTD Civ., 1er avril 2016, pp. 356-359.
- « L'indisponibilité de la qualité de consommateur ou de professionnel des parties à un contrat », obs. sous Cass. 1re civ., 14 janvier 2016, n° 14-28.034 et Cass. 1re civ., 25 novembre 2015, n° 14-20.760 : RTD Civ., 1er avril 2016, pp. 354-356.
- « La responsabilité en cascade des intermédiaires contractuels en cas d'échec du contrat », obs. sous Cass. 1re civ., 14 janvier 2016, n° 14-26.474, Cass. 3e civ., 18 février 2016, n° 15-12.719, Cass. 1re civ., 28 octobre 2015, n° 14-17.518 et Cass. 1re civ., 25 novembre 2015, n° 14-26.245 : RTD Civ., 1er avril 2016, pp. 351-354.
- « Quand la rétroactivité ne parvient pas à remettre en cause des actes juridiques et judiciaires passés sur le fondement du contrat annulé », obs. sous Cass. 3e civ., 7 janvier 2016, n° 14-18.360, Cass. 1re civ., 17 mars 2016, n° 14-27.168, Cass. 3e civ., 31 mars 2016, n° 14-25.604, Cass. com., 2 février 2016, n° 14-19.278 : RTD Civ., 1er avril 2016, pp. 347-351.
- « La sanction du contrat frauduleux trouve-t-elle son régime dans le droit spécial qu'il contourne ou dans le droit commun de la cause (ou du but) illicite? », obs. sous Cass. com., 5 janvier 2016, n° 14-18.688 : RTD Civ., 1er avril 2016, pp. 346-347.
- « Le prix dérisoire et le défaut de consentement ramenés dans le giron de la nullité relative: la prise des derniers bastions de la théorie classique par la théorie moderne des nullités », obs. sous Cass. com., 22 mars 2016, n° 14-14.218 et Cass. 3e civ., 3 décembre 2015, n° 14-12.998 : RTD Civ., 1er avril 2016, pp. 343-345.
- « La levée d'option émise avant la fin du délai de la promesse, mais reçue après, est-elle valable? De la nature du délai d'option », obs. sous CA Paris, 27 octobre 2015, RG n° 14/14101 : RTD Civ., 1er avril 2016, pp. 342.
- « Des engagements contractuels ou unilatéraux visant la paix des familles ou des affaires: la paix ne s'impose pas, elle se propose, sinon le juge s'oppose! », obs. sous Cass. 1re civ., 16 décembre 2015, n° 14-29.285, Cass. 1re civ., 28 octobre 2015, n° 14-23.267 et Cass. 1re civ., 10 septembre 2015, n° 14-20.498 : RTD Civ., 1er avril 2016, pp. 339-341.
- « Les nouvelles frontières du principe compétence-compétence en matière de procédures collectives », obs. sous Cass. com., 17 novembre 2015, n° 14-16.012 : Les Cahiers de l'Arbitrage (The Paris Journal of International Arbitration), 2016-1, pp. 49-56.
- « Nature de la nullité d'un acte passé par une société non représentée : quand la Cour de cassation, relativise la mort du dirigeant ! », obs. sous Cass. 1re civ., 12 novembre 2015, n° 14-23.340 : Bull. Joly Sociétés, 1er février 2016, pp. 69-71.
- « Le secret professionnel rattrapé par le droit à la preuve ? », obs. sous CJUE, 16 juillet 2015, affaire numéro C-580/13, Coty Germany : RTD Civ., 1er janvier 2016.
- « La faute est-elle imprescriptible ? », obs. sous Cass. 3e civ., 15 octobre 2015, n° 14-17.517 : RTD Civ., 1er janvier 2016.

. « Un nouveau cas d'indivisibilité conventionnelle : vente et crédit affecté », obs. sous Cass. 1re civ., 10 septembre 2015, n° 14-13.658, Cass. 1re civ., 10 septembre 2015, pourvoi numéro 14-17.772 et Cass. 1re civ., 28 octobre 2015, n° 14-11.498 : RTD Civ., 1er janvier 2016.

. « L'interprétation stricte des pactes de préférence entraîne l'interprétation extensive de leurs exceptions ! », obs. sous CA Paris, 5e ch., 24 novembre 2015, RG n° 14/15626 et CA Paris, 5e ch., 30 juin 2015, SAS St Augustin participations contre G..., RG n° 14/12687 : RTD Civ., 1 janvier 2016.

. « L'objectif de proportionnalité des sanctions contractuelles », obs. sous Cass. 3e civ., 16 juin 2015, n° 14-14.612, Cass. 3e civ., 16 juin 2015, n° 14-12.548 et Cass. 3e civ., 15 octobre 2015, n° 14-23.612 : RTD Civ., 1 janvier 2016.

. « Contrat conclu par un dirigeant décédé : nullité relative ... et pourquoi pas absolue ? », obs. sous Cass. 1re civ., 12 novembre 2015, n° 14-23.340 : RTD Civ., 1 janvier 2016

. « Pas d'astreinte dans le contrat mais pas d'astreinte sans contrat », obs. sous Cass. 2e civ., 3 septembre 2015, n° 14-20.431 : RTD Civ., 01 janvier 2016.

. « Les nouveaux ressorts normatifs de l'exigence de détermination du contenu contractuel », obs. sous Cass. 3e civ., 7 janvier 2016, n° 14-19.125, Cass. com., 29 septembre 2015, n° 14-15.040, Cass. soc., 2 décembre 2015, n° 14-19.029, Cass. 1re civ., 7 octobre 2015, n° 14-16.898, Cass. com., 24 novembre 2015, n° 14-14.924 : RTD Civ., 01 janvier 2016.

. « Transmissibilité de la garantie de passif au sous-acquéreur de titres : le silence du cédant ne vaut pas forcément acceptation », obs. sous Cass. com., 20 octobre 2015, n° 14-17.896 : Bull. Joly Sociétés, 01/01/2016, pp. 11-13.

. « Transmission des obligations et relations commerciales établies », obs. sous Cass. com., 15 septembre 2015, n° 14-17.964 et Cass. 3e civ., 30 septembre 2015, n° 14-21.237 : RTD Civ., 01/10/2015, pp. 885-887.

. « La théorie de la représentation mutuelle des coobligés évincée par le droit d'accès au juge », obs. sous Cass. com., 5 mai 2015, n° 14-16.644, Conseil Constitutionnel, 6 février 2015, QPC n° 2014-447 et Cass. 3e civ., 28 janvier 2015, n° 13-19.080 : RTD Civ., 01/10/2015

. « Société : quand la logique du contrat l'emporte sur celle de l'institution » : obs. sous Cass. com., 30 juin 2015, n° 14-17.649 et Cass. com., 12 mai 2015, n° 14-13.744 : RTD Civ., 01/10/2015

. « Une résiliation unilatérale irrégulière requalifiée de proposition de résiliation bilatérale », obs. sous Cass. 2e civ., 5 mars 2015, n° 14-11.054 et Cass. soc., 30 septembre 2015, n° 14-18.633 : RTD Civ., 01/10/2015

. « Quand le jeu de la résolution unilatérale du contrat est enrayé par la tolérance antérieure du créancier », obs. sous CA Montpellier, 2e ch., 7 juillet 2015, RG n°14/03085 : RTD Civ., 01/10/2015

. « La force de la mention "de plein droit" des clauses résolutoires », obs. sous Cass. com., 10 février 2015, n° 13-25.783 et Cass. 1re civ., 3 juin 2015, n° 14-15.655 : RTD Civ., 01/10/2015

- . « L'influence des normes non contraignantes sur le contrat : le droit souple peut-il être rétroactif ? », obs. sous Cass. 1re civ., 17 juin 2015, n° 14-19.740 : RTD Civ., 01/10/2015
- . « Clause attributive de juridiction : que faire quand le tribunal choisi est ensuite rayé de la carte judiciaire ? », obs. sous Cass. com., 15 septembre 2015, n° 14-18.389 : RTD Civ., 01/10/2015
- . « La théorie des restitutions en bonne forme ! Préservée de l'enrichissement sans cause et de la concentration des moyens », obs. sous Cass. 3e civ., 8 juillet 2015, n° 14-11.582, Cass. 3e civ., 17 juin 2015, n° 14-14.372 et Cass. com., 12 mai 2015, n° 14-16.208 : RTD Civ., 01/10/2015
- . « Peut-on céder une cliente le qu'on ne peut exploiter ? », obs. sous Cass. 1re civ., 9 juillet 2015, n° 14-12.994 : RTD Civ., 01/10/2015
- . « Dommages-intérêts ou nullité pour dol : deux demandes distinctes », obs. sous Cass. com., 30 juin 2015, n° 14-14.704 : RTD Civ., 01/10/2015
- . « Des offres parfois peu orthodoxes, mais fermes », obs. sous Cass. soc., 28 janvier 2015, n° 13-23.440, Cass. 3e civ., 7 juillet 2015, n° 14-20.536, CA Limoges, 28 mai 2015, arrêt n° 13/01421 et Cass. 1re civ., 1er juillet 2015, n° 14-19.781 : RTD Civ., 01/10/2015
- . « Les progrès de l'analyse des obligations relatives à la dette d'un tiers hors le cautionnement », obs. sous Cass. 3e civ., 6 mai 2015, n° 14-15.222, Cass. com., 2 juin 2015, n° 13-25.337 et Cass. 1re civ., 16 avril 2015, n° 14-13.694 : RTD Civ., 01/08/2015
- . « Le terme implicite au secours d'obligations encourant la perpétuité », obs. sous Cass. 3e civ., 20 mai 2015, n° 14-11.851 et Cass. 3e civ., 28 janvier 2015, n° 14-10.013 : RTD Civ., 01/08/2015.
- . « Peut-on impunément copier des documents contractuels et procéduraux ? », obs. sous Cass. com., 10 février 2015, n° 13-24.399 et CA Rennes, 14 octobre 2014, arrêt n° 14/04235 : RTD Civ., 01/08/2015.
- . « Mauvaise exécution du contrat et perte de chance ... oui mais quelle chance ? », obs. sous Cass. com., 30 juin 2015, n° 14-11.607 et CA Paris, 31 mars 2015, arrêt n° 14/05436 : RTD Civ., 01/08/2015.
- . « D'importantes précisions sur le commencement d'exécution faisant échec à la perpétuité de l'exception de nullité », obs. sous Cass. 1re civ., 15 janvier 2015, n° 13-25.512 et Cass. com., 8 avril 2015, n° 13-14.447 : RTD Civ., 01/08/2015.
- . « Grief de déséquilibre encore, à l'encontre d'une clause attributive de juridiction », obs. sous Cass. 1re civ., 25 mars 2015, n° 13-27.264 : RTD Civ., 01/08/2015.
- . « Une clause pénale excessive créant un déséquilibre significatif peut-elle être annulée plutôt que réduite ? », obs. sous Cass. com., 27 mai 2015, n° 14-11.387 : RTD Civ., 01/08/2015.
- . « Toujours et encore l'étendue des droits de préférence et de préemption », obs. sous Cass. 3e civ., 11 mars 2015, n° 14-10.447 : RTD Civ., 01/08/2015.
- . « Vent en faveur pour les intermédiaires contractuels », obs. sous CA Paris, 6 avril 2015, EURL Aura Industries contre SCP Brouard Daudé e s qual, arrêt n° 14/20553 et Cass. 1re civ., 15 janvier 2015, n° 14-11.019 : RTD Civ., 01/08/2015

. « L'actualité jurisprudentielle du droit des contrats » : Revue Lamy Droit Civil, 01/06/2015, n° 132, supp., pp. 12-18.

. « La surfacturation est une exécution défectueuse du contrat ouvrant droit à compensation entre des connexes », obs. sous Cass. com., 27 janvier 2015, pourvoi numéro 13-18.656, RTD Civ., 01/04/2015.

. « D'une personne morale à l'autre : transmission des dettes via l'entreprise sous-jacente », obs. sous CJUE, 5e ch., 5 mars 2015, affaire n° C-343/13 et Cass. com., 3 février 2015, n° 13-24.895 : RTD Civ., 01/04/2015.

. « Les conditions et termes implicites : souvent invoqués, rarement retenus ! », obs. sous Cass. com., 10 mars 2015, n° 13-10.002 : RTD Civ., 01/04/2015.

. « Une salutaire restauration de la liberté contractuelle face à l'article L.442-6, I, 5^e me du code de commerce », obs. sous Cass. com., 16 décembre 2014, n° 13-21.363 : RTD Civ., 01/04/2015.

. « Le droit à la stabilité juridique et économique des relations contractuelles pendant la période de préavis ? », obs. sous Cass. com., 7 octobre 2014, n° 13-21.086 et Cass. com., 10 février 2015, n° 13-26.414 : RTD Civ., 01/04/2015.

. « Non au contractant captif ! Le strict contrôle des restrictions contractuelle au droit de résiliation », obs. sous Cass. 3e civ., 10 décembre 2014, n° 13-27.332, Cass. com., 10 mars 2015, n° 13-27.993 et Cass. com., 17 mars 2015, n° 14-12.185 : RTD Civ., 01/04/2015.

. « La notion de partie au contrat est-elle disponible à la volonté des contractants? À propos de la place de la caution dans une transaction », obs. sous Cass. 2e civ., 8 janvier 2015, n° 13-27.377 : RTD Civ., 01/04/2015.

. « Protection du contractant : quand le droit commun n'est pas chassé par le droit spécial, bien au contraire ! », obs. sous Cass. com., 3 février 2015, n° 13-12.483 : RTD Civ., 01/04/2015.

. « Violence économique : vers une approche en partie subjective du critère de dépendance économique ? », obs. sous Cass. 1re civ., 18 février 2015, n° 13-28.278 : RTD Civ., 01/04/2015.

. « Des pièges de la cession de créance pour le cessionnaire, le cédant et le cédé », obs. sous Cass. 1re civ., 4 juin 2014, n° 13-17.077, Cass. com., 18 novembre 2014, n° 13-13.336 et Cass. 3e civ., 19 novembre 2014, n° 13-24.372 : RTD Civ., 01/01/2015.

. « De l'effet des prévisions météorologiques sur les prévisions contractuelles », obs. sous Cass. 1re civ., 29 octobre 2014, n° 13-21.980, Cass. 1re civ., 18 juin 2014, n° 13-11.898 et Cass. 3e civ., 10 décembre 2014, n° 12-26.361 : RTD Civ., 01/01/2015.

. « Les clauses de conciliation s'appliquent à toute procédure, et avant toute procédure », obs. sous Cass. 1re civ., 1er octobre 2014, n° 13-17.920 et Cass. mixte, 12 décembre 2014, n° 13-19.684 : RTD Civ., 01/01/2015.

. « Interdépendance des contrats : deux confirmations attendues et un revirement opportun », obs. sous Cass. com., 4 novembre 2014, n° 13-24.270 et Cass. 1re civ., 1er octobre 2014, n° 13-21.362 : RTD Civ., 01/01/2015.

- . « Manquement contractuel invoqué par un tiers, cautionnement et garantie de passif », obs. sous Cass. com., 23 septembre 2014, n° 13-14.241 : RTD Civ., 01/01/2015.
- . « La traque judiciaire des abus de prérogatives unilatérales, jusqu'aux plus dissimulés », obs. sous Cass. com., 23 septembre 2014, n° 13-18.938 et Cass. com., 21 octobre 2014, n° 13-12.452 : RTD Civ., 01/01/2015.
- . « Épilogue assurantiel de l'affaire Our body : quand l'article 6 du code civil déjoue son article 2 », obs. sous Cass. 1re civ., 29 octobre 2014, n° 13-19.729 : RTD Civ., 01/01/2015.
- . « Acceptation d'un aléa et erreur sur la constructibilité : Fragonard chez les bâtisseurs », obs. sous Cass. 3e civ., 13 novembre 2014, n° 13-24.027 : RTD Civ., 01/01/2015.
- . « Le sort -classique- du cautionnement en cas d'absorption de son bénéficiaire », obs. sous Cass. com., 16 septembre 2014, n° 13-17.779 : RTD Civ., 01/10/2014.
- . « Le débiteur d'une obligation contractuelle de somme d'argent inexécutée ne peut s'exonérer de cette obligation en invoquant un cas de force majeure », obs. sous Cass. com., 16 septembre 2014, n° 13-20.306 : RTD Civ., 01/10/2014.
- . « Ensemble contractuel et rayonnement de la clause compromissoire », obs. sous Cass. 1re civ., 9 juillet 2014, n° 13-17.495 : RTD Civ., 01/10/2014.
- . « La cause au gré du pouvoir souverain des juges du fond ? », obs. sous Cass. com., 18 mars 2014, n° 12-29.453, Cass. com., 24 juin 2014, n° 12-27.908 et Cass. com., 11 mars 2014, n° 12-29.820 : RTD Civ., 01/10/2014.